

Conseil Municipal  
du 30 mars 2023

♦♦♦♦♦♦♦♦

**PROCES-VERBAL DE REUNION**

<b>1</b>	Installation d'un nouveau conseiller municipal
<b>2</b>	Finances – Débat d'orientation budgétaire 2023
<b>3</b>	Finances – Dette garantie SA Méduane Habitat – Réaménagement de 3 lignes de prêts garantis – Réitération
<b>4</b>	Foncier – Vente d'une portion de terrain à M. Gérard Brodin
<b>5</b>	FONCIER – Rétrocession dans le domaine communal des voirie et espaces communs de la résidence Leny Escudero et classement dans le domaine public de l'impasse du Coq Rouge
<b>6</b>	FONCIER – Cession par la Ville de Mayenne de la maison 2 rue du Bras d'Or à M et Mme THOMAS Damien et Sophie
<b>7</b>	FONCIER – Transfert dans le domaine Communal de la parcelle BD 159 – Rue du Prieuré de Berne
<b>8</b>	Soutien à l'organisation d'évènements sportifs
<b>9</b>	Subvention au Conseil Régional pour une arrivée du Région Pays de la Loire Tour
<b>10</b>	Marchés publics – Maîtrise d'œuvre aménagement boulevards de l'Europe et Jean Jaurès (22MOE12) - Avenant – Autorisation de signature
<b>11</b>	Marchés publics – Travaux de réhabilitation du réservoir Hoche situé sur la Ville de Mayenne (22MOE11) - Avenant – Autorisation de signature
<b>12</b>	Marchés publics – Convention de groupement de commandes - Approvisionnement en gaz – Autorisation de signature et d'exécution
<b>13</b>	Marchés publics – Travaux de rénovation de deux logements situés Vieille route d'Ambrières (22TRA21) - Avenant – Autorisation de signature
<b>14</b>	Subvention à l'inter-association de Parents d'élèves des écoles publiques : Organisation de la manifestation du 2 avril 2023

## **ARRETES ET DECISIONS MUNICIPALES**

M. le MAIRE rend compte des arrêtés et décisions municipaux intervenus depuis la dernière séance du Conseil Municipal, ce en application des dispositions des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement de la délibération par laquelle le Conseil Municipal lui a délégué une partie de ses attributions :

Arrêté n° 2023/03	Arrêté portant délégation de signature pour l'instruction des autorisations d'urbanisme aux agents du service urbanisme de Mayenne Communauté
Arrêté n° 2023/02	Arrêté de délégation de fonction à Mme Dominique Fournier
Arrêté n° 2023/04	Arrêté de délégation de fonction à M. Yves Paillasse
Arrêté n° 2023/05	Arrêté de délégation de fonction à Mme Stéphanie Lefoulon
Arrêté n° 2023/06	Arrêté de délégation de fonction à M. Xavier Talois
Arrêté n° 2023/07	Arrêté de délégation de fonction à Mme Caroline Desbois
Arrêté n° 2023/08	Arrêté de délégation de fonction à M. Olivier Rebours
Arrêté n° 2023/09	Arrêté de délégation de fonction à Mme Nicole Leroux
Arrêté n° 2023/10	Arrêté de délégation de fonction à M. Jean-Marie Marioton
Arrêté n° 2023/11	Arrêté de délégation de fonction à Mme Lyssia Saulnier
Arrêté n° 2023/12	Arrêté de délégation de signature à Mme Oriane Guivarch – Directrice de l'aménagement, de la mobilité et de l'environnement

DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	/	L'an deux mille vingt-trois, le 24 mars, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 30 mars, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal à 20 h 30.
Contre	/	
Pour	/	
Abstention	/	
Quorum	17	

### Séance du 30 mars 2023

#### Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, MM. PAILLASSE, TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjointes ; M. BAILLAU, Mme COLLET, MM. NICOUX, GUERAULT, DELENTE, Mmes ES SAYEH, THEVARD, MM. BESSIN, MOTTAIS, Mme JONES, MM. FAUCON, CHOUZY, Mme DEGUARA, MM. CREUSIER, BREHIN conseillers municipaux.

#### Excusés :

Mme LEFOULON donne pouvoir à Mme FOURNIER  
Mme LEBOURDAIS donne pouvoir à Mme LEROUX  
M. BONNET donne pouvoir à M. LE SCORNET  
Mme RONDEAU donne pouvoir à M. GUERAULT  
M. AMOUSSOU TOSSOU donne pouvoir à M. DELENTE  
M. TRIDON donne pouvoir à M. FAUCON  
Mme ROUYERE donne pouvoir à M. MOTTAIS  
Mme ANGOT donne pouvoir à Mme JONES

Mme OGER.

M. BESSIN a été désigné secrétaire de séance.

-----

*Les procès-verbaux des conseils municipaux du 8 décembre, 12 janvier et 2 février ont été adoptés.*

#### **1 - Installation d'un nouveau conseiller municipal**

##### M. LE SCORNET expose :

M. Alban Francou a démissionné de son poste de conseiller municipal le 24 mars 2023, il est donc procédé à son remplacement. Sa remplaçante, Mme Myriam Lemardelé a démissionné le 28 mars 2023.

Selon l'article L270 du code électoral : « La réception par le maire de la démission d'un conseiller municipal a pour effet immédiat de conférer la qualité de conseiller municipal au suivant de liste, sans que celui-ci ait à accepter d'exercer le mandat de conseiller municipal. Le remplaçant n'a pas l'obligation d'être du même sexe que celui de la personne dont le siège est devenu vacant. »

**M. LE SCORNET :** Nous sommes très heureux de vous accueillir au sein de cette assemblée.

**M. BREHIN** : Je suis très heureux d'intégrer le conseil municipal. J'ai l'habitude des micros depuis quelques temps déjà. On est là pour travailler. C'est une nouvelle découverte pour moi car j'étais au niveau du sport pendant plus de 40 ans. J'attends ça avec impatience.

**M. MOTTAIS** : Je remercie publiquement Alban pour son engagement à nos côtés pendant 3 ans. C'était un engagement qui était toujours empreint de pertinence et de lucidité. Je veux aussi saluer l'arrivée de notre nouveau collègue. Je sais que Jean-Yves aura à cœur de mettre son expertise et son dynamisme au bénéfice de la collectivité. Merci Jean-Yves et bienvenue.

**M. LE SCORNET** : Bienvenue à vous et j'associe à vos propos toute mon amitié que je porte à Alban. Il a fait ce choix personnel qu'on comprend aisément. Il est jeune papa et encore une fois bientôt papa et il est très accaparé pour des raisons professionnelles. On a une pensée toute particulière pour Alban.

**M. Jean-Yves BREHIN est installé au sein du conseil municipal.**

## **2 - Finances – Débat d'orientation budgétaire 2023**

### **M. TALOIS expose :**

L'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat a lieu au Conseil Municipal sur les orientations générales du Budget, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci et dans les conditions fixées par le règlement intérieur comme prévu à l'article L 2121-8 du CGCT.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a créé, par son article 107, de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales. Ces nouvelles dispositions imposent de présenter à l'organe délibérant un rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette.

Pour les communes de + de 10 000 habitants, ce rapport doit également présenter la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs.

La loi de programmation des finances publiques du 23 janvier 2018 contient également de nouvelles règles relatives au débat d'orientation budgétaire. Chaque collectivité présente ses objectifs concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et l'évolution du besoin de financement annuel.

**M. LE SCORNET** : Il y a un jeu de passation de pouvoir entre Dominique Fournier et Xavier Talois. On fera un arrêté de délégation pour le prochain conseil municipal. Je salue le travail efficace et pertinent de Dominique.

**Mme FOURNIER** : Ces trois premières années à la délégation des finances ont été très denses. C'est difficile pour moi de trouver un équilibre qui permet d'être aussi investie sur chaque délégation. Je pense notamment à la délégation des ressources humaines. Après différentes discussions et la proposition de Xavier de switcher, je vais prendre la délégation démocratie locale. C'est un nouveau challenge. Cette nouvelle organisation, et j'en fais le vœu, va me permettre de me recentrer un peu plus sur les ressources humaines qui est une délégation très importante dans la collectivité. Je suis aussi élue au centre de gestion. Je remercie Xavier pour ce transfert et sa proposition. Nous sommes dans une collaboration étroite entre les ressources humaines et les finances. Voici les explications qui ont amené à cette nouvelle organisation à mi-mandat.

**M. LE SCORNET** : Merci pour le travail accompli et l'engagement qui sera encore le tien dans cette nouvelle compétence. Je salue également l'ensemble de la commission finances.

Je rappelle que nous vivons un mandat exceptionnel ou plutôt un mandat qui ressemble à une course d'obstacles sous une pluie de météorites : crise énergétique, covid, inflation, crises sociale, démocratique et climatique... Il nous faut agir auprès d'une population qui est à fleur de peau dans une société

inflammable. Ces orientations budgétaires sont naturellement infectées par le contexte économique et sociétal. Il est difficile et incertain et on n'a pas de véritable lisibilité sur nos finances. Il y a beaucoup d'interrogations à ce stade, à court, moyen et long terme. Quel sera le niveau d'inflation dans 1 an ? Quel sera l'impact de ces crises successives sur le monde économique ? Quels seront les taux d'intérêt dans 1 an ? Le gouvernement sera-t-il tenté d'encadrer les dépenses des collectivités ? L'Etat est pour l'instant sourd aux demandes formulées par l'AMF pour indexer la DGF au niveau de l'inflation. Il y a aussi d'autres interrogations concernant les modèles de financement à la transition énergétique. Il y a le fonds verts mais on n'a pas encore de choses précises. On nous demande de dresser des perspectives financières dans ce contexte, c'est comme si on nous demandait de lire dans une boule de cristal. Ce qui est certain, c'est que ces crises successives ont altéré nos comptes. En termes de responsabilités, il n'est pas question de faire l'autruche ou d'attendre d'éventuels jours meilleurs. Le constat qu'on partage est que nos dépenses augmentent fortement et que nos recettes sont atones, ce qui appelle de notre part des choix difficiles mais responsables afin de ne pas détériorer la situation financière durablement avec un réveil qui serait beaucoup plus douloureux. Ne pas agir maintenant serait à nos yeux quelque chose de coupable. Un impératif s'impose et c'est tout l'enjeu de ce débat. Il faut maintenir une gestion saine des finances locales et ne pas renoncer à maintenir une qualité de service public en direction des habitants. Ce mot « service public » est un mot qui doit garder tout son sens. On ne peut pas imaginer un service public dégradé. L'autre impératif est de pouvoir disposer d'indicateurs et de ratios budgétaires présentables à la fois à nos partenaires et nos banques.

Quels sont les leviers ? D'abord, une maîtrise de nos dépenses et donc réaliser des économies. Ensuite, revoir notre plan d'investissements pour le calibrer à notre capacité réelle à mettre en œuvre. Il faut aussi agir sur nos recettes en proposant différents leviers, notamment celui fiscal qui n'avait pas bougé depuis 11 ans. Il faut aussi agir sur nos tarifs. C'est un choix difficile évidemment mais que j'assume personnellement car il va nous permettre de nous redonner des marges de manœuvre, notamment sur l'investissement. Nous n'allons pas renoncer à ces investissements lourds et conséquents qui préparent l'avenir, notamment en matière de transition écologique et qui vont nous permettre de faire des économies de fonctionnement sur le moyen terme. Il y a 3 ans, nous avons réuni une majorité de Mayennais sur l'idée de faire bouger la ville, de sortir notre cité d'une certaine torpeur. De plus en plus de Mayennais en ressentent aujourd'hui les effets. La ville change, bouge et évolue dans les directions que nous souhaitons. Opérer un coup d'arrêt sur ces perspectives serait un renoncement et casserait une dynamique positive. Il faut prendre des mesures courageuses et opérer des choix responsables et pragmatiques qui tiennent compte des réalités d'aujourd'hui. En ce qui me concerne, je préfère l'impopularité à l'irresponsabilité, je préfère le sérieux budgétaire à l'aventure. C'est ce que nous allons vous présenter et j'espère que ça sera de nature à éclairer les choix du budget.

**M. TALOIS :** C'est un exercice délicat de présentation dans un contexte difficile. C'est également difficile de le faire à la suite de Dominique car tout le monde sait à quel point elle maîtrisait et présentait très bien les choses. Je crains d'avoir du mal à relever complètement le défi. Je vais essayer de faire une présentation qui soit la plus concise mais précise malgré tout. Je remercie l'ensemble des services de la collectivité qui ont été mis à contribution de manière très forte et on leur a demandé de faire des économies. Je remercie l'équipe du service finances et en particulier Nathalie Roussel et Thérèse Malzy qui ont beaucoup travaillé ces dernières semaines et qui ont été sollicitées moult fois pour établir des scénarios. Je remercie aussi tous les membres de la commission finances.

**M. LE SCORNET :** Je propose une mesure, qu'on pourra adopter lors du prochain conseil municipal, qui serait de réduire les indemnités des élus de 3 %. Ça peut paraître comme une mesure un peu gadget pour certains mais elle résume un peu notre état d'esprit. Elle représente une décision qui a du sens dans la période trouble que nous connaissons. On demande un effort aux contribuables, aux agents et on veut l'appliquer à nous-mêmes. C'est un signal que nous voulons donner à la population.

**M. MOTTAIS :** Je voudrais revenir sur le point principal du Débat d'Orientation Budgétaire qui est l'augmentation des taux d'imposition. Avec d'abord quelques remarques sur la forme. En commission Finance, il nous a été présenté 2 hypothèses d'évolution des taux : un maintien ou une augmentation de 3 %. J'aurais aimé avoir plus d'hypothèses pour objectiver au maximum la décision. Pourquoi pas une augmentation de 1%, 2%, 1% + 1% + 1% voire 5% qui était l'augmentation que vous envisagiez initialement. Pour objectiver cette question, et je l'ai dit en commission, il nous aurait aussi fallu les indicateurs de suivi et

d'évaluation de nos politiques publiques. Ces éléments, nous ne les avons pas eus et je le regrette car ils auraient permis d'objectiver encore plus la décision.

Sur le fond maintenant. On ne se sait pas où on va mais on sait d'où on vient. Nous avons commencé ce mandat avec une situation financière saine, enviée par certaines de nos communes voisines, avec une capacité d'autofinancement confortable. Depuis, le contexte a été mouvant avec les épisodes du Covid, la crise énergétique, l'inflation, l'augmentation du point d'indice qui, mathématiquement, ont fait augmenter nos charges de fonctionnement. Ce contexte est une réalité. Mais cette réalité, toutes les collectivités l'ont éprouvée. Je ne connais pas une seule collectivité qui ne doit pas faire face à une augmentation de ces charges de fonctionnement, même avec des charges de centralité et sans filet de sécurité. Par contre, je connais de très nombreuses collectivités qui ne font pas le choix d'augmenter leurs impôts pour autant. C'est donc bien, qu'au-delà de l'augmentation des charges de fonctionnement que toutes les collectivités subissent, il y a bien un sujet sur votre gestion et sur vos choix stratégiques. D'où mon interrogation : quelles sont toutes les raisons qui ont fait diminuer cette manne financière et notre capacité d'autofinancement ? Comment se fait-il qu'on en vienne à augmenter les impôts alors que nous avez mis en place une faible partie des engagements de début de mandat relatifs aux compétences ville inscrites dans votre programme et que la majeure partie des investissements structurants depuis ont été portés par Mayenne Communauté ?

Sur les recettes de fonctionnement, nous avons déjà un élément de réponses. Les taux d'imposition n'ont pas été augmentés depuis 2011, les tarifs de nos prestations n'ont pas été augmentés depuis 2014 ou 2015. Comptablement, c'est une mauvaise stratégie. Car en plus de solliciter le contribuable avec l'augmentation des impôts, on va aussi solliciter l'usager en augmentant de manière significative nos tarifs. Je l'ai dit en commission Finances, il y a longtemps que la collectivité aurait dû envisager une augmentation lissée des dépenses. Cela aurait été indolore pour l'usager et le contribuable. Ça nous aurait sans doute évité un grand coup de semonce du budget 2023 qui, comme le disait souvent votre prédécesseur, n'est pas forcément un fusil à un coup. Car, quand on regarde les chiffres, on remarque qu'en 2026, on atteint à peine les 8 % de taux d'épargne brute, taux que doit présenter une collectivité pour savoir des finances saines, tout en ayant dégradé notre capacité de désendettement, quasiment du simple au double. La municipalité fait le choix d'activer le levier fiscal. Dont acte. Mais, à l'heure où les ménages font face à une crise de pouvoir d'achat, j'espère que le contexte va inciter la municipalité à revoir sa gestion politique. Pour finir, j'en profite pour remercier et saluer l'engagement des services Finances qui doivent s'armer de patience, d'habileté et de finesse pour préparer un budget dans ces conditions.

**M. CHOUZY :** Ce qu'Adrien vient d'évoquer, c'est un peu la conclusion faite en commission finances. Je veux saluer le travail et l'engagement de Dominique dans ces trois dernières années. On a co-construit des choses. Ce que j'ai dit en commission, je l'ai mis en œuvre car je suis un homme d'action. Il y a quelque chose qui me dérange dans la prospective. En avril 2021, j'évoquais déjà toutes les problématiques qu'on a aujourd'hui. Il y a aussi le fait qu'on travaille toujours un peu dans l'urgence. Je félicite également les travaux effectués par le service finances car il doit être très agile et travailler dans l'urgence. Ce n'est pas simple et ça met sous pression. C'est compliqué et je les remercie pour leur travail de qualité. Il nous manque beaucoup d'indicateurs. Ce n'est pas évident à travailler. Je forme le vœu de travailler sur ce sujet avec Xavier. Ce qui me dérange c'est de se retrouver avec trois hypothèses et avec un filet de sécurité auquel on n'aura sûrement pas le droit. J'aurais aimé avoir plus de matière pour prendre une décision éclairée et ce n'est pas le cas. S'il y avait eu un vote, je me serais abstenu. Passer à 3 % d'un coup, ça me dérange un peu. J'aurais préféré mené un travail en co-construction, notamment sur le PPI. Il a baissé de 4 millions d'euros mais on n'a pas été associé sur ces travaux. On nous a expliqué ce que voulait faire la majorité et j'ai envie de travailler avec tout le monde sur le futur demain, de Mayenne. Je sais que ce n'est pas évident et qu'on aurait peut être pris des décisions équivalentes si on avait été à la gouvernance. Je suis dans un rôle où il faut alerter et mettre en avant certaines choses. Sur les investissements, il faut peut-être revoir certaines choses dans la co-construction. Certains montants laissent un petit peu pantois par rapport à d'autres investissements qui pourraient avoir lieu.

**Mme FOURNIER :** Concernant l'évolution de la trésorerie entre 2020 et 2023, il y a eu beaucoup de reports car les investissements n'étaient pas réalisés. De mémoire, en 2020, on était à moins de 50 % d'investissements réalisés. En 2021, on était à 80 % et on a réalisé en 2022 quasiment tous les investissements prévus.

**M. TALOIS** : Il y a eu aussi beaucoup d'énergie mise pour couvrir les postes vacants. Le point majeur est le report qu'il y avait d'années en années. Aujourd'hui, il y a moins de report.

**M. LE SCORNET** : Il faut saluer le fait de ne plus avoir de report. Quand on vote un budget, on le fait. 90 % de taux de réalisation est remarquable. J'ai fixé comme cap de flécher nos gros investissements sur ceux qui vont nous permettre de faire des économies de fonctionnement à terme. Il y a l'exemple de l'école et de la réduction de la facture de chauffage très significative, de l'éclairage public, du bâtiment Cugnot pour le rendre vertueux. Sur les indicateurs, je suis d'accord mais encore faut-il nous indiquer lesquels ? Je suis à votre disposition pour évoquer avec vous ce sujet.

**Mme FOURNIER** : Sur la délégation RH, j'en ai une idée, c'est aussi mon cheval de bataille. Il faut pouvoir expliquer les évolutions et les choix opérés de façon plus concrète. J'ai particulièrement confiance car les choses avancent et ce sera plus transparent.

**M. LE SCORNET** : Nous n'avons pas les outils d'une administration performante. On avait un gros effort de rattrapage à faire pour armer les services. Je sais pouvoir compter sur vous tous pour mener à bien cet autre chantier.

**M. CHOUZY** : Concernant le budget annexe des pompes funèbres, il est confortable. On est bon sur le taux d'exécution du budget général mais pas pour ce budget. Il faut peut-être externaliser nos maîtrises d'œuvre car nos services sont en surcharge et on a les moyens financiers de le faire pour avoir une qualité de service public encore meilleure. Les agents sont très bien mais en termes de confidentialité et d'accueil, c'est catastrophique. On a les moyens, on peut externaliser, il faut le faire rapidement. J'en appelle de tous mes vœux.

**M. LE SCORNET** : On le partage.

**Le Conseil Municipal prend acte du rapport d'orientation budgétaire 2023 présenté et qui a donné lieu à débat.**

<b>3 - Finances – Dette garantie SA Méduane Habitat – Réaménagement de 3 lignes de prêts garantis – Réitération</b>
---

**M. TALOIS expose :**

La SA d'HLM Méduane Habitat nous sollicite pour réitérer la garantie bancaire de la Ville sur 3 contrats de prêts suite à un réaménagement opéré par la Caisse des dépôts et consignations en date du 01/01/2023 dans le but de contenir l'impact de la variation à la hausse du livret A.

Les 3 prêts concernés relèvent de garanties accordées à une quotité de 100% par délibérations n°18 du 28 février 2019 (lignes de prêts 5283274 et 5283275) et n°3 en date du 2 février 2017 (ligne de prêt 5174829) pour un montant total de capitaux restants dus de 1 897 211 €.

N° Contrat initial	N° Avenant	Ligne de prêt	Montants réaménagés hors stocks d'intérêts	Montant initial	Date prochaine échéance	Taux d'intérêt actuariel annuel en %
92637	143458	5283274	120 560 ,92 €	123 026 €	01/03/2023	LA + 0,600
92637	143458	5283275	19 128,56 €	19 422 €	01/03/2023	LA + 0,600
59316	143458	5174829	1 757 521,52 €	1 996 965 €	01/01/2024	LA + 0,600
<b>Total capitaux restant dus</b>			<b>1 897 211 €</b>	2 139 413 €		

L'aménagement consiste à basculer les contrats de prêts indexés sur le taux de Livret A initialement souscrits en simple révisabilité vers des conditions en double révisabilité avec un taux de progression de +0,5.

Il est proposé de s'engager comme suit :

Vu les articles L 2252-1 et L2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2305 du code civil ;

La commune de Mayenne réitère sa garantie pour le remboursement de chaque Ligne du Prêt Réaménagée, initialement contractée par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencées à l'annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées ».

La garantie est accordée pour chaque ligne du Prêt Réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre des prêts réaménagés.

Les nouvelles caractéristiques financières des Lignes du Prêt Réaménagées sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'Annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant les Lignes du Prêt Réaménagées à taux révisables indexée(s) sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué auxdites Lignes du Prêt Réaménagées sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque Ligne du Prêt Réaménagée référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 30/12/2022 est de 2,00% ;

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale de chaque Ligne du Prêt Réaménagée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, le Garant s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

Le Conseil réitère sa garantie bancaire accordée selon les conditions sus visées sur 3 lignes de prêts de la SA Méduane Habitat réaménagés par la Caisse des dépôts et consignations et annexées à la présente délibération.

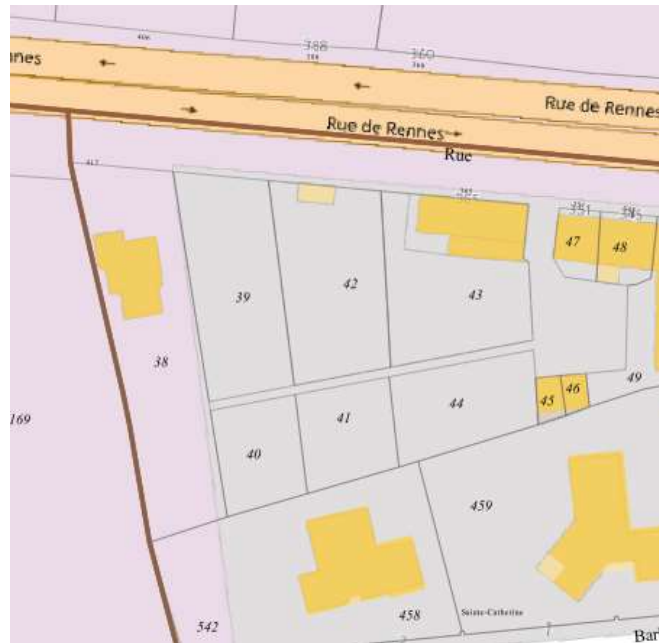
***Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, réitère sa garantie bancaire auprès de Meduane Habitat.***

#### **4 - Foncier – Vente d'une portion de terrain à M. Gérard Brodin**

**M. MARIOTON expose :**



Nous avons reçu, en avril 2022, un courrier de M. et Mme Gérard BRODIN sollicitant l'acquisition d'une bande de terrain située entre les parcelles BO 39 et 40, qui constitue une portion d'un chemin qui dessert l'arrière de parcelles de Ste Catherine- Rue de Rennes à Mayenne.



Rien ne semblant s'opposer à la cession de cet espace puisque cela n'ampute pas la desserte des autres parcelles contiguës, nous avons informés les riverains de notre intention, ils n'ont émis aucun retour négatif. Nous avons reçu une estimation domaniale à hauteur de 50 € le m<sup>2</sup>. Cependant, par comparaison à la vente faite aux consorts Robinet, nous avons fait la proposition d'un prix de cession à 34 € par m<sup>2</sup>. Nous venons de recevoir le bornage établi par Kaligeo qui définit la surface à céder à 15m<sup>2</sup> ce qui représente un prix de vente à 510 €.

Dans le cas présent et malgré qu'il s'agisse d'une parcelle du domaine public, nous échappons à la nécessité de recourir à une enquête publique qui repose sur deux critères d'appréciation :

- si les classements, mais surtout les déclassements, ont pour conséquence la non affectation, partielle ou totale, de la voie à la circulation générale ;
- lorsque les droits d'accès des riverains sont mis en cause (suppression, restriction d'accès par exemple).

En l'espèce et au vu de ce qui est précisé ci-dessus aucune circulation n'est modifiée sur cet espace et les riverains ne sont pas lésés.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :**

- valide la cession de ces 15 m<sup>2</sup> résultant du bornage à M et Mme BRODIN Gérard au prix de 34 € le m<sup>2</sup> soit 510 €
- met à la charge des acheteurs les frais de bornage et d'établissement de l'acte par Me Pilleux
- autorise M. le Maire à signer l'acte de vente et à procéder aux démarches nécessaires à la gestion de ce dossier.

**5 - FONCIER – Rétrocession dans le domaine communal des voirie et espaces communs de la résidence Leny Escudero et classement dans le domaine public de l'impasse du Coq Rouge**

**M. MARIOTON expose :**

A l'issue d'un appel à projets, et par délibération en date du 27 février 2014, la Ville de Mayenne a confié à Méduane Habitat, en sa qualité de bailleur social et au vu de son expérience, la construction de logements et l'aménagement d'une éco-lotissement sur l'esplanade François Mitterrand.

L'emprise foncière correspondante a été cédée à Méduane Habitat gracieusement conformément à la délibération en date du 18 décembre 2014.

Au conseil municipal du 22 février 2018, a été validée une convention de partenariat et de financement et un financement de 400 000 € a été versé à Méduane pour la réalisation des aménagements extérieurs. Dans cette convention, il était convenu qu'une partie du foncier serait rétrocédé à la commune en fin d'opération faisant suite au parfait achèvement des aménagements publics.

Les documents cadastraux établis par Kaligéo ont été adressés à la collectivité début 2019 mais la délibération de rétrocession n'a pas été prise. Il convient donc de régulariser cette rétrocession. La portion à rétrocéder à la ville représente une surface de 9391 m<sup>2</sup> extraite de la parcelle AV 325 qui représente une surface totale de 11 577 m<sup>2</sup>. Cet espace est constitué de zones de stationnement et de l'emprise de l'impasse du Coq Rouge qui représente 172 ml.



Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2121-29,

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L 318-3,

Vu la demande faite par Méduane Habitat sollicitant, conformément à la convention signée avec la Ville en 2018, la reprise des voiries et des espaces communs dans le domaine communal de la ville de Mayenne,

Vu le dossier technique complet, les plans, équipements et installations transmis par l'aménageur,

Considérant que conformément à l'article L 141-3 du Code de la Voirie Routière, sauf si le classement envisagé porte atteinte aux fonctions de desserte et de circulation assurée par la voie, la procédure de classement dans le domaine public routier communal de la voirie incluant ses annexes ne nécessite pas d'enquête publique préalable,

**M. CHOUZY :** Un élément qui m'interroge est le panier de basket qui a été démonté car il serait non conforme. Est-ce qu'il y a d'autres choses sous le tapis ?

**M. MARIOTON :** Tous les équipements destinés aux enfants sont tous contrôlés. Lors du contrôle, on nous a dit qu'il n'était pas aux normes et qu'il était placé sur un parking à côté des voitures. La décision a été de l'enlever. Il y a d'autres aspects négatifs à ce dossier. Je ne sais pas comment les agents vont pouvoir nettoyer des parterres en pente sur lesquels on n'a pas accès. On aura des difficultés mais on s'est engagé à le faire.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :**

- **accepte le transfert à titre gratuit dans le domaine communal d'une surface de 9 391 m<sup>2</sup> prise sur la parcelle AV 325 qui constitue les voiries et les espaces communs de la résidence Leny Escudero,**
- **autorise M. le Maire à signer le document de bornage établi par kaligéo et à effectuer toutes les autres démarches relatives à cette transaction,**
- **autorise M. le Maire à signer l'acte notarié de rétrocession dans le domaine communal établi par Me Pilleux,**
- **précise que les frais d'acte liés à cette opération seront à la charge de la ville de Mayenne,**
- **acte le classement desdites parcelles dans le domaine public communal,**

**- acte que le linéaire de voirie concerné par cette rétrocession et le classement dans le domaine public s'établit à 172 mètres linéaires.**

**6 - FONCIER – Cession par la Ville de Mayenne de la maison 2 rue du Bras d'Or à M et Mme THOMAS Damien et Sophie**

**M. MARIOTON expose :**

La Ville de Mayenne est propriétaire d'une maison située au 2 rue du Bras d'Or et cadastrée AZ 36 d'une surface au sol de 70 m<sup>2</sup>. Cette maison a été achetée en 1991 par préemption au prix de 100 000 F dans l'optique d'élargir la rue. Or, ce projet n'a jamais été réalisé et n'est plus d'actualité.



Nous avons été sollicités en décembre 2020 par Mme Sophie CARRE, fille d'un ancien propriétaire, qui souhaiterait récupérer cette maison à laquelle elle est attachée. En avril 2021, le service des Domaines nous avait rendu une évaluation à 15 000 € mais en nous alertant sur les questions de solidité du bâtiment. Dans ce contexte, il nous a paru opportun de jouer la transparence et une 1ère visite a été faite à la mi-septembre 2022, qui a permis aux futurs acquéreurs de se rendre compte de l'état de la maison. A leur demande, les intéressés ont pu disposer des clés pendant une semaine afin de faire intervenir des entreprises et évaluer les travaux nécessaires et estimer les coûts. Mi-décembre, ils nous ont fait part de la nécessité d'une reprise totale de la façade (démontage et reconstruction) et de travaux importants de charpente dont le montant dépasse les 30 000 €, avec devis à l'appui. Au vu de ces travaux, ils nous ont fait une proposition au prix de 10 000 € nets, acte en main.

Le service des domaines, reconsulté en fin d'année 2022, a confirmé son évaluation au vu du niveau déjà très bas de l'estimation et d'une marge d'évaluation fixée à 15 %. Toutefois, compte tenu de l'état de vétusté de la maison et des travaux de consolidation et de reprise induits, il est proposé au Conseil Municipal de céder le bien au prix de 8 300 € auquel s'ajouteront les frais de notaire à la charge des acquéreurs. La ville de Mayenne fera procéder aux diagnostics obligatoires : amiante, plomb et installation électrique.

Vu les articles L. 2241-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis du service des Domaines en date du 21 avril 2021,

Considérant que cette maison composée d'une salle de séjour avec coin cuisine, de deux chambres, WC et salle de bains, avec garage et cave d'un seul tenant, AZ 36 d'une surface de 70 ca, n'est plus nécessaire aux projets de la ville de Mayenne et qu'elle n'a donc pas vocation à la conserver.

***Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :***

- ***autorise la vente de la propriété AZ 36 à Mme et M. THOMAS Sophie et Damien demeurant La Ponterie à Aron au prix de 8 300 €,***
- ***met à la charge des acquéreurs les frais d'acte notarié,***
- ***autorise Monsieur le Maire à signer l'acte de vente qui sera rédigé par Me Pilleux, procéder à l'ensemble des démarches et à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.***





La commission Sport propose de retenir les associations ci-dessous et d'attribuer les subventions suivantes pour l'année 2023 :

**Subvention au club de Full Contact**

Le club propose son gala annuel le samedi 4 février à la salle polyvalente. Il est proposé d'accorder une subvention exceptionnelle de 1000 € au club à l'issue de cette manifestation.

**Subvention à l'association Mastria 53**

L'association propose un Run & Bike le dimanche 5 février avec un départ au château de Mayenne. Il est proposé d'accorder une subvention de 400 € à l'association Mastria 53 à l'issue de cette manifestation.

**Subvention à l'association May'Roc**

L'association organise un championnat départemental d'escalade le week-end du 8/9 avril à Jules Ferry. Il est proposé d'accorder une subvention exceptionnelle de 400 € à l'association May'Roc.

**Subvention au Tennis club**

Le club organise son tournoi annuel du 3 au 19 février. Il est proposé d'accorder une subvention exceptionnelle de 1 400 € au Tennis club à l'issue de la manifestation.

**Subvention au CAM ATHLETISME**

Le club propose un championnat de France interclubs de national 2 le 7 mai prochain. Il est proposé d'accorder une subvention de 1400€ au club à l'issue de cette manifestation.

***Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, valide le versement de ces subventions aux associations citées.***

<b>9 - Subvention au Conseil Régional pour une arrivée du Région Pays de la Loire Tour</b>
--

**M. REBOURS expose :**

La Région Pays de la Loire s'est associée à l'association MSCO, organisatrice de l'ancien Circuit de la Sarthe, afin de créer une nouvelle épreuve internationale de cyclisme nommée « Région Pays de la Loire Tour. Cette épreuve de niveau UCI Classe 1 se déroulera du 4 au 7 avril 2023 avec une étape partant de Beaugé en Anjou et arrivant à Mayenne le jeudi 6 avril.

De gros moyens de communications sont mis en œuvre par la région pour promouvoir cet évènement et l'inscrire dans la durée, avec notamment une diffusion sur la chaîne L'équipe 21.

Cet évènement est un facteur d'attractivité pour notre territoire et la région souhaite mettre en avant les territoires traversés par la course. Compte tenu que le parcours traverse plusieurs communes de Mayenne Communauté (La Chapelle au Riboul, Le Horps, Lassay-les-Châteaux, La Haie Traversaine, Saint-Fraimbault-de-Prières et Mayenne), une participation de la communauté de communes à hauteur de 15 000€ a été sollicitée par la Ville de Mayenne.

Pour permettre l'organisation logistique et technique de l'accueil de l'arrivée du Région Pays de la Loire Tour, il est demandé aux villes arrivées et départ de verser une subvention de 50 000€ à la région. Toutefois, l'accueil de cet évènement génère également des frais annexes pour lesquels la collectivité a demandé à la Région de les prendre en charge, soit directement, soit en déduction des 50 000€ à verser. Aussi, sous réserve de la réponse du Conseil Régional, le montant de la subvention pourra être modifié.

**M. FAUCON :** Je renouvelle la question posée lors du dernier conseil communautaire. Avez-vous évalué les retours au niveau de l'économie locale (commerces, restauration, hôtellerie) ? 50 000 euros n'est pas une somme mince. Le cyclisme est un sport festif, rassembleur et fédérateur. Il est dommage de ne pas avoir capitalisé davantage avec les forces vives de notre collectivité notamment les associations. Je pense au cyclo club mayennais, la roue libre et la retraite sportive qu'on aurait pu intégrer et fédérer autour de l'évènement.

50 000 euros n'est pas une somme à prendre à la légère surtout quand on demande aux services de faire des efforts. J'espère avoir une réponse cette fois-ci.

**M. LE SCORNET :** « Cette fois-ci », il me semble qu'on a déjà eu le débat car on a eu le plaisir d'échanger avec M. Tridon et la presse en a fait l'écho. Vous avez raison, il faut être transparent sur ce dossier. Je rappelle que c'est une organisation de la région et la ville est partenaire. On a eu les éléments assez tardivement de la région en matière d'organisation. Vous noircissez le tableau mais je comprends le jeu de rôle qui est le vôtre. En tout cas, c'est une belle manifestation et une épreuve internationale avec 18 équipes pro et semi-pro, françaises et étrangères. Ça va permettre à cette ville de pouvoir accueillir une épreuve de très haut niveau. Il faut s'en satisfaire car on n'a pas l'occasion d'en voir souvent à Mayenne. La Mayenne est une terre de vélos. On aime le vélo à Mayenne et c'est un sport populaire, festif et gratuit. La collectivité y voit un intérêt car il y aura de la visibilité. On évoque souvent le problème d'attractivité, de notoriété et de visibilité. Il y a les mêmes débats pour les jeux olympiques. C'est assez naturel qu'on s'interroge. Pour organiser ce type d'événements, il y a des frais importants et notamment des impératifs de sécurité. L'enjeu prioritaire est de pouvoir assurer aux coureurs des conditions de sécurité qui soient maximales et ça demande des frais importants. L'arrivée est en ville donc ça occasionne des gênes en termes de circulation. Le boulevard Paul Lintier sera fermé pendant la journée et les conditions de circulation seront restreintes une partie de l'après-midi. Les coureurs ne font pas qu'une arrivée au sprint mais ils vont faire trois fois le tour d'une partie de la ville. Il y a aura la possibilité de faire de la communication des principaux sites patrimoniaux du territoire. Ils passeront également par Lassay-Les-Châteaux. Je remercie les services qui se sont déployés. On a mis en place un numéro vert pour répondre aux demandes. Les choses se passent bien et il y a beaucoup de compréhension de la part des riverains. Sur le coût, c'est une charge importante. Je rappelle qu'une partie est prise en charge par Mayenne Communauté et on va mettre en place des économies pour pouvoir la financer. Très concrètement, on va publier 4 journaux municipaux au lieu de 5 cette année. On atteindra ainsi quasiment le montant qu'on doit dépenser auprès de la région. Je retiens surtout cette belle fête du vélo qui sera organisée à Mayenne et ce rendez-vous avec le sport de haut niveau. C'est une discipline qui a toute sa place à Mayenne. Concernant le ruissellement, c'est très difficile de savoir. On a voulu se concentrer sur l'effet image que va constituer cette manifestation pour la ville et pour les amateurs du vélo qui seront nombreux.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à la majorité (M. CHOUZY s'étant abstenu et MM. MOTTAIS, FAUCON et BREHIN et Mme JONES ayant voté contre) :**

- valide l'attribution de cette subvention de 50 000 € à destination du Conseil Régional
- autorise M. le Maire à signer la convention de partenariat entre la Ville de Mayenne et le Conseil Régional dans le cadre du Région Pays de la Loire Tour.

**10 - Marchés publics – Maîtrise d'œuvre aménagement boulevards de l'Europe et Jean Jaurès (22MOE12)**  
**- Avenant – Autorisation de signature**

**Mme FOURNIER expose :**

Par marché notifié le 12/07/2022, la Ville de Mayenne a confié à l'entreprise INFRA CONCEPT une mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement des boulevards de l'Europe et Jean Jaurès pour un montant global forfaitaire et provisoire d'un montant de 25 400.00 € HT.

La rémunération de cette maîtrise d'œuvre est régie selon l'article 9.2 du Cahier des Clauses Particulières du marché selon lequel : « le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement par le montant du cout prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre ».

L'estimation du coût prévisionnel des travaux était au départ de 600 000.00 € HT (valeur mai 2022). Sur cette base et avec un taux de rémunération fixé à 4.23 %, le montant provisoire de la rémunération de la maîtrise d'œuvre s'élevait donc à 25 400.00 € HT.

La nouvelle estimation du montant des travaux, présentée par la maîtrise d'œuvre lors de la remise de sa mission Avant-Projet Définitif (APD) début janvier 2023, s'élève à 994 833.00 € HT.

En conséquence, le forfait de rémunération de l'entreprise est porté à 42 081.44 € HT, soit une variation de +65.67% par rapport au forfait provisoire initialement prévu au marché.

La Commission MAPA de la Ville de Mayenne en date du 28 février 2023 a émis un avis favorable sur la signature de cet avenant.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant ci-dessus présenté.**

<b>11 - Marchés publics – Travaux de réhabilitation du réservoir Hoche situé sur la Ville de Mayenne (22MOE11) - Avenant – Autorisation de signature</b>
--

**Mme FOURNIER expose :**

*Cette délibération annule et remplace la délibération n°32 du 8 décembre 2022.*

Par marché notifié le 29/06/2022, la Ville de Mayenne a confié à l'entreprise INFRASTRUCTURES CONCEPT une mission de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du réservoir Hoche pour un montant global forfaitaire et provisoire d'un montant de 16 500.00 € HT.

La rémunération de cette maîtrise d'œuvre est établie selon un forfait provisoire basé notamment sur un pourcentage du montant prévisionnel des travaux. Il est prévu au marché qu'à compter de l'Avant-Projet Définitif (APD) et de la validation du montant définitif des travaux, un avenant doit être rédigé afin de recalculer le forfait de rémunération de la maîtrise d'œuvre sur cette nouvelle base.

L'estimation du coût prévisionnel des travaux était au départ de 400 000.00 € HT (valeur avril 2022). Sur cette base et avec un taux de rémunération fixé à 4.13 %, le montant provisoire de la rémunération de la maîtrise d'œuvre s'élevait à 16 500.00 € HT.

La nouvelle estimation du montant des travaux, présentée par la maîtrise d'œuvre lors de la remise de sa mission Avant-Projet Définitif (APD), s'élevait à 434 294.00 € HT. En conséquence, le forfait de rémunération de l'entreprise avait été porté à 17 936.34 € HT, soit une variation de +8.71% par rapport au forfait provisoire initialement prévu au marché. Le Conseil Municipal avait alors approuvé ce nouveau forfait de rémunération par délibération du 8 décembre 2022.

Malheureusement, les offres reçues dans le cadre du marché de travaux afférent dépassaient considérablement les crédits budgétaires alloués pour cette opération. La Commission MAPA, réunie le 3 janvier dernier, a donc déclaré l'infirmité du marché pour offres inacceptables suite à la présentation du rapport du maître d'œuvre. Ce dernier a donc préconisé d'établir un nouveau programme en vue de relancer le marché de travaux.

Dans ce cadre, la nouvelle estimation du montant des travaux, présentée par la maîtrise d'œuvre lors de la remise de sa mission Avant-Projet Définitif (APD), s'élève à 424 159.00 € HT. Sur cette base, une nouvelle consultation vient d'être lancée.

En conséquence, le forfait de rémunération de l'entreprise est porté à 17 517.77 € HT (soit +6.17%) et se décompose comme présenté dans le tableau ci-joint.

La Commission MAPA de la Ville de Mayenne en date du 28 février 2023 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant ci-dessus présenté.**

<b>12 - Marchés publics – Convention de groupement de commandes - Approvisionnement en gaz –</b>
--

**Mme FOURNIER expose :**

L'approvisionnement en gaz naturel des bâtiments de 5 entités est aujourd'hui assuré par un contrat arrivant à terme le 31 décembre 2023 :

- Ville de Mayenne : 35 sites
- Mayenne Communauté : 6 sites
- Commune de Saint Baudelle : 2 sites
- SISAC (Syndicat Intercommunal Sportif Associatif et Culturel de Contest et Saint Baudelle) : 1 site
- Commune d'Aron : 3 sites

Le nombre de ces sites aujourd'hui répertoriés est néanmoins susceptible d'évoluer en fonction de l'évolution du patrimoine et du développement du futur réseau de chaleur urbain de la Ville de Mayenne. Afin de garantir ledit approvisionnement il convient de relancer une consultation par le biais d'un accord-cadre à marchés subséquents multi-attributaire d'une durée maximale de 4 ans.

Les cinq entités précitées ayant pour projet de lancer une consultation pour les besoins présentés ci-dessus, il est proposé de renouveler le groupement de commandes déjà initié en 2019.

L'objectif de celui-ci est la désignation de plusieurs prestataires afin d'obtenir, dans le cadre de la démarche de mutualisation des services, une meilleure gestion administrative et technique des commandes tout en mutualisant la procédure de consultation publique.

Cette procédure sera numérotée 23FOU08 et sera intitulée « Fourniture et acheminement de gaz naturel ». Au regard du montant estimé des achats, une consultation sous forme d'appel d'offres sera nécessaire. A l'identique du précédent groupement de commandes, il est proposé que Mayenne Communauté soit le coordonnateur du groupement de commandes et, qu'en tant que tel, elle prenne en charge les frais de publicité. Le choix des titulaires sera effectué par la Commission d'appel d'offres de Mayenne Communauté.

***Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Maire :***

- ***à signer la convention de groupement de commandes liée à cette consultation ;***
- ***à exécuter l'accord-cadre du groupement de commandes et son (ses) marché(s) subséquent(s), pour la partie qui le concerne, avec le(s) titulaire(s) désigné(s) par le coordonnateur.***

<b>13 - Marchés publics – Travaux de rénovation de deux logements situés Vieille route d'Ambrières (22TRA21) - Avenant – Autorisation de signature</b>
--

**Mme FOURNIER expose :**

Par marché notifié le 15/12/2022, la Ville de Mayenne a confié à la SAS BELLOIR le marché des « Travaux de rénovation de 2 logements – lot 3 : Carrelage – Faïence » pour un montant de 9 170.37 € HT.

Suite à une visite avant chantier et à une prise de niveau au laser, il s'est avéré nécessaire de poser un ragréage pour rattraper le niveau de l'ensemble des sols du logement T2. Le devis concernant ces travaux supplémentaires a été chiffré par l'entreprise titulaire du marché à hauteur de 643.11 € HT.

Les modifications ainsi apportées impliquent une plus-value totale de 643.11 € HT, soit une variation de + 7.01 % du montant du marché qui passe ainsi de 9 170.37 € HT à 9 813.48 € HT.

La Commission MAPA de la Ville de Mayenne en date du 28 mars 2023 a eu l'occasion de se prononcer sur la signature de cet avenant.



**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant ci-dessus présenté.**

**14 - Subvention à l'inter-association de Parents d'élèves des écoles publiques : Organisation de la manifestation du 2 avril 2023**

**M. PAILLASSE expose :**

Les associations de parents d'élèves des écoles publiques de Mayenne se sont rassemblées afin d'organiser une manifestation commune, elles ont souhaité privilégier un thème autour de l'environnement. Une animation intitulée « Chasse aux déchets déguisée » se déroulera le dimanche 2 avril prochain après-midi, un circuit partira de chaque école avec une déambulation en familles, déguisées et les différents cortèges effectueront un ramassage sur le trajet de tous les déchets trouvés. Cette animation se clôturera avec un rassemblement autour d'un goûter de toutes les familles participantes dans le parc du Château.

Les services de la Ville et du service de l'environnement et de la redevance incitative de Mayenne Communauté sont associés à cette démarche citoyenne et le collectif d'associations a sollicité la Ville afin d'être accompagné financièrement pour l'organisation de cette journée, qui concerne potentiellement près de 800 élèves et leurs familles.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, décide de verser la somme de 500 € à l'ASC de l'école Pierre et Marie Curie afin de soutenir l'inter-association de parents d'élèves des écoles publiques dans l'organisation de cette animation du 2 avril 2023.**

\*\*\*\*\*

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 h 55.

Vu, le secrétaire

Mathieu BESSIN



Vu, le Maire

Jean-Pierre LE SCORNET

